



(Ré)-Animer

Les territoires ruraux

Entre nouvelle attractivité et détresse

Le point de départ pour ce mémoire vient d'un besoin que j'avais de comprendre pourquoi la France, son organisation est comme elle est aujourd'hui, pourquoi existe-t-il une fracture entre les espaces urbains et les territoires ruraux et si cette rupture était toujours d'actualité et si oui quelle forme prend-elle ? Ce besoin, de comprendre le territoire trouve son origine dans mon enfance, ayant grandi dans un petit village de campagne de Haute-Marne en Champagne-Ardenne, j'ai expérimenté la vie en milieu rural isolé. Ces espaces se définissent de la manière suivante :

Les espaces ruraux isolés sont ceux qui continuent de perdre de la population (parfois en dépit d'un solde migratoire positif, ce qui peut s'expliquer par un fort vieillissement et un solde naturel, fortement négatif, comme dans certaines campagnes françaises ou japonaises). La part des actifs agricoles y reste plus élevée que la moyenne des espaces ruraux, et le problème de la difficulté d'accès aux services (publics ou marchands) y est patente. À des temps de trajets très longs pour accéder à des services rares (médecins spécialistes, université) ou vitaux (maternité, service d'urgence) peuvent s'ajouter une désertification (fermeture et dématérialisation des guichets administratifs, fermeture des commerces de proximité, départ à la retraite de médecins généralistes non remplacés, cf. Chasles et al., 2013) qui touche plus particulièrement les populations les plus vulnérables, par exemple les personnes âgées pauvres ou non motorisées.

Il ne faut pas noircir le tableau. En raison même de leur isolement, les espaces ruraux les plus éloignés des villes possèdent des atouts. Ces territoires hyper-ruraux sont d'ailleurs actuellement en passe de devenir à la mode, grâce à la pandémie du covid 19.

À l'issue du confinement, le regain d'intérêt pour les territoires ruraux, et pour un mode de vie différent, semble se confirmer. Le géographe Joel Kotkin a imaginé les modifications dans nos modes de vie entraînés par cette crise sanitaire. Un des scénarios qui paraît le plus probable à Kotkin, c'est l'amplification d'une tendance qu'il avait identifiée avant la crise, mais que celle-ci va encourager : la "contre-urbanisation". Une sorte d'exode rural à l'envers. La fuite hors des mégapoles, devenues non seulement hors de prix et invivables, mais dangereuses pour la santé.

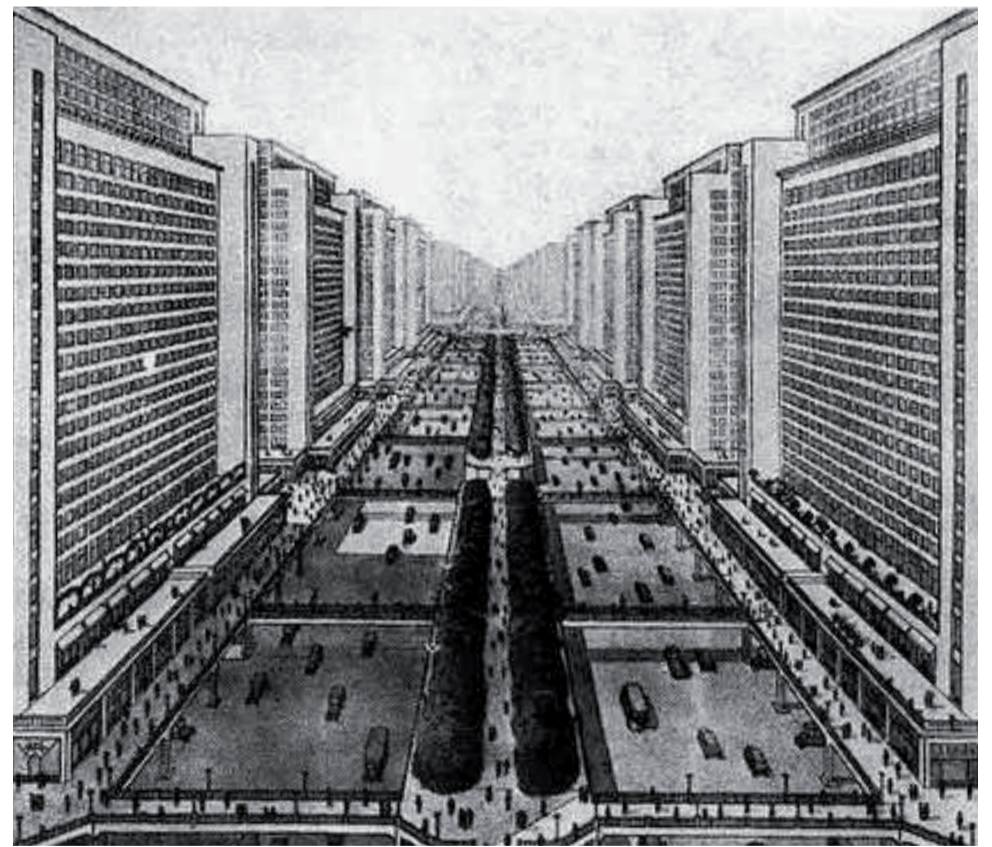
Kotkin prévoit aussi que le basculement d'une très grande partie des gens vers le télétravail, occasionné par la crise du coronavirus, va amplifier le mouvement de retour vers les villes petites et moyennes. Cette fuite hors des villes contribuera au rééquilibrage géographique de nos pays, souffrant actuellement d'une désertification des campagnes. Certains états américains ont bien saisi l'opportunité : l'Oklahoma, le Vermont, le Maine et l'Iowa offrent des soutiens aux créateurs de PME qui viennent s'installer chez eux. On risque fort, écrit Kotkin, d'assister à la victoire de Frank Lloyd Wright sur Le Corbusier : la "ville dense" n'a plus la cote. Les gens vont préférer de plus en plus l'étalement urbain, les jardins, l'entrelacement des zones cultivées et des zones habitées. La possibilité de garder ses distances et de préserver son intimité. Et la voiture individuelle va retrouver son lustre... Ces modifications ne feront qu'accentuer ce qui existe déjà.

C'est ce terrain de recherche que j'ai choisi d'étudier. Ce mémoire s'intéressera à l'aménagement des espaces ruraux, à notre relation à ces territoires. Comment envisager le futur des campagnes ? Quelle place pour le design au sein de ce processus ?

La relation au territoire est quelque chose de compliqué à percevoir car le territoire n'est pas un objet manipulable en tant que tel. On ne peut pas ou plus, juste le voir comme un support ou placer un objet sans lien avec la réalité, sans prendre en compte les gens, les activités, la vie tout simplement qui s'y déroule, en un mot l'existant. Ma réflexion portera dans un premier temps sur l'aménagement du territoire. Dans un second temps, nous interrogerons, à partir du concept de bio-région, les discours sur le territoire.

La troisième partie interroge le futur des campagnes. Les nouveaux enjeux économiques et sociaux des prochaines années nous imposent de nouveaux modes de vie, d'apprendre à vivre sur nos territoires, de les connaître afin de mieux comprendre pourquoi ils ont besoin de changement. Pour envisager l'avenir, il faut comprendre le passé, et agir dès maintenant, de nombreux domaines ont étudié ce qu'on appelle l'aménagement du territoire, comment cette politique lancée au début des années 70 a influencé la disposition du territoire français. Cet aménagement est à l'origine du rapport que nous entretenons avec notre territoire. Désormais, on voit de nombreux théoriciens et praticiens comme Ludovic Duhem qui prônent un nouveau rapport à notre territoire pour mieux le comprendre et ainsi pouvoir envisager le futur, à travers l'exemple de collectifs qui interviennent en milieu rural, mais pas uniquement. On dégage un protocole à établir pour mieux comprendre ce territoire et quelle décision faut-il prendre pour son avenir.

Les territoires ruraux sont des territoires prospectifs qu'il est nécessaire d'aider dans leur développement, le design porte une place importante dans ce processus, mais de quelle façon celui-ci participe au développement de nos territoires ruraux pour en faire des lieux attractifs culturellement socialement et économiquement.



Le Corbusier, Ville contemporaine, 1922. La Ville contemporaine était une communauté planifiée utopique non réalisée destinée à abriter trois millions d'habitants

¹Rural isolé, hyper-rural, rural « profond », URL <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/rural-isole-hyper-rural-rural-profond>.

²La pandémie du covid 19 apparaît le 16 novembre 2019 à Wuhan, dans la province de Hubei (en Chine centrale), avant de se propager dans le monde.

³Joel Kotkin est un géographe, économiste et chercheur en urbanologie à l'université Chapman à Orange en Californie.

Les politiques d'aménagement du territoire de la DATAR à aujourd'hui

L'aménagement du territoire est une exception française. Son objectif est d'assurer une répartition équilibrée des ressources, des activités et des hommes dans l'espace, afin de préserver durablement l'ensemble du territoire national comme lieu de vie et d'activité. Indissociable du principe d'égalité républicaine et d'un profond attachement à la richesse et à la diversité territoriale de notre pays, l'aménagement du territoire est une responsabilité première de la puissance publique. Seulement, depuis quelques années, la politique d'aménagement du territoire révèle des faiblesses. On se retrouve d'une part avec des territoires ruraux des villages de campagnes abandonnés par les politiques publiques depuis trop longtemps. La population se sent délaissée et peine à soutenir les actions qui pourraient leur être bénéfique en se disant que cela ne changera pas grand-chose. On se retrouve d'autre part avec des villes petites et moyennes situées sur ces mêmes territoires ruraux qui perdent également en nombre d'habitants, mais augmente leur superficie. Retour sur ces politiques d'aménagement.

a) Les missions des politiques d'aménagement du territoire

L'idée d'exercer une influence sur les politiques publiques d'aménagement du territoire existe seulement depuis moins d'un siècle en France. La France connaît une répartition de son territoire qui est faussement imposée par la nature et sa géographie actuelle. La politique d'aménagement des territoires est la deuxième dépense après la politique agricole dans le budget de l'Europe. Chaque pays tente de trouver des solutions propres pour répondre à chacun de leur problème, par exemple aux Etats-Unis : La Tennessee Valley Authority peut être considérée comme le premier projet de réaménagement des politiques public celui-ci prend à la suite de la crise de 1929). En France, la première personne à être chargé du dossier est Olivier Guichard dans les années 60 par George Pompidou afin de donner une structure et de l'ambition à la politique régionale. Cet engouement autour de l'aménagement ne s'explique peu ou pas, car c'était un objectif ignoré des anciennes générations. Habituellement les campagnes ne connaissent que très peu ou alors pas de changement. Elle se reproduit d'une année sur l'autre. Les années 60 marque donc des changements radicaux de son aménagement, on observe des transformations techniques, culturelles et économiques. Ce développement, amène des sociologues comme Michel Cépède s'interroge sur l'avenir de ces territoires ruraux "Le monde rural frein ou laboratoire de la société de demain"

Le rural a souvent été défini par l'urbain, on le retrouve dans des travaux d'étude et de recherche notamment ceux de l'INSEE. Alors qu'en creusant un peu, on se rend compte que les espaces ruraux comportent une grande diversité de territoire et de population qui ne peuvent pas seulement être comparés avec les métropoles et les grands centres urbains.

De 1950 à 1970 une suite de débats conduit à un tournant dans l'aménagement des territoires ruraux. Une revendication des agriculteurs prône le désenclavement de la paysannerie par rapport au reste de la société à cette époque d'exode rural, la ville apparaît comme un modèle pour les territoires ruraux qui perdent en population.

On commence à parler d'urbanisation des campagnes : un rejet, une distinction qui se fait entre urbain et rurale. Une émergence de nouveaux territoires ruraux se fait connaître avec un aménagement qui lui n'est pas hérité du passé mais, avec une nouvelle organisation spatiale. De la commence aussi la distinction entre milieu naturel et milieu technique.

Apparaît alors la politique d'aménagement du territoire. On observe des mouvements migratoires des populations vers les villes et le début du déclin

économique et de la désertification des régions rurales. La politique d'aménagement du territoire se veut comme une réflexion d'équilibre pour les régions et la construction d'une armature urbaine du territoire pour garder les populations dans chaque région. Une véritable procédure de réaménagement des territoires ruraux qui jusque-là était dans une disposition transmise d'année en année par le milieu de l'agriculture. c'est cette disposition qui est remise en question par la population qui trouve qu'elle les sépare trop des milieux urbains d'où cette demande de désenclavement. On voyait déjà apparaître à cette époque une inquiétude, une peur d'être oubliée de la part des habitants des territoires ruraux au profit des espaces urbains au centre de l'attention.

La société doit faire face au bouleversement de la localisation des emplois sur le territoire. Avant, une personne finissait sa carrière là où elle avait commencé. Avec l'avancée dans les années et le développement des nouvelles technologies, la France connaît un grand mouvement de disparition des emplois présents sur son territoire. Notamment dans le secteur de l'agriculture, du textile, de la sidérurgie et de la mine. Des régions entières vivaient autour de ces domaines qui faisaient leur

renommée à travers la France (on parle ici des Mines du Nord de la France, et du travail des métaux ou sidérurgie dans l'est...). La seule issue après la disparition de ces emplois a été la migration par crainte de se retrouver au chômage et de ne plus pouvoir subvenir à ses besoins et ceux de sa famille.

La révolution industrielle est la première rupture de l'équilibre de la répartition de la population sur le territoire entre 1860-1880 en effet la primauté du charbon comme source d'énergie l'avènement de l'acier et les nouveaux moyen de transport (chemin de fer, machine à vapeur) provoque le rassemblement dans les régions possédant les mines de charbon et de fer. Les régions les plus marquées parce que l'on a appelé la crise des trois piliers. (Textile / Mines / Sidérurgie) Je suis moi-même originaire d'une région où la sidérurgie et le travail du métal était bien souvent la source principale de revenir pour les familles (Champagne-Ardenne). Aujourd'hui, il ne reste plus que de grandes carcasses d'usine et quelques forges encore en marche.

Toute les populations vivant dans les régions où l'industrie des trois piliers était reine ont fini par les quitter pour aller dans de grands centres urbains en quête de travail. L'aménagement du territoire se voulait une réponse intelligente au défi que constitue la nécessité de concilier développement et besoin de sécurité. Offrir la possibilité à chacun de vivre là où il a ses racines sans avoir besoin de bouger.

L'objectif est d'éviter de nouveaux grands mouvements de populations comme ceux que la France a connus lors de l'exode rural. Pouvoir offrir à la population emploi et condition de vie acceptable pour éviter qu'elle ne se tourne vers les métropoles et notamment Paris.

L'agglomération Parisienne est une des causes majeures des problèmes régionaux, en effet, on y retrouve 19% de la population concentrée dans 2% du territoire français. Elle possède 7 fois plus d'habitants que Lyon ou Marseille ce phénomène est dû à une centralisation administrative du pouvoir français, mais pas seulement toutes les grandes facultés et écoles se retrouvent à Paris qui devient vite l'objectif à atteindre pour réussir, c'est un cas unique en Europe (en Angleterre par exemple, on retrouve de grande université comme Oxford, ou Cambridge, mais également à Londres) en 1963 est créé la DATAR (Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale) qui se veut comme l'organisation ayant pour objectif d'appliquer les directives d'aménagement du territoire français, à son origine, chargée de rééquilibrer le territoire face aux défis qu'imposent les mutations socio-économiques de l'après-guerre. Ce redressement nécessite que la population et les richesses économiques soient mieux réparties. Le développement du monde rural et le renforcement du maillage urbain sont favorisés tandis que les infrastructures de transport sont développées.

La DATAR se veut comme l'impulsion et l'arbitrage nécessaire aux modifications à apporter au territoire français, elle aide les entreprises à s'implanter dans les zones désertées et mène une politique d'aménagement à l'encontre des politiques territoriales. Elle entame l'installation de cellules persistantes facilitant la coordination parfois complexe entre les différents ministères qui ne communique pas assez essayant chacun d'améliorer la situation dans leur coin sans réaliser d'effort conjoint. C'est le début de la réalisation de projets des plus ambitieux comme l'aménagement des massifs montagneux et du littoral. Dans les années 70, la DATAR qui était jusqu'ici dans une politique contractuelle de ces interventions se régionalise. On observe une avancée des contrats à destination des zones rurales qui sont désormais plus efficaces, car il incite les responsables locaux à interagir pour réaliser des actions d'aménagement qui sont prioritaires.

La DATAR a également comme objectif de réaliser une redistribution des dépenses publiques. Car l'État prend en charge les dépenses des villes, mais pas celle des campagnes, le contribuable est alors doublement sollicité (Une ligne de chemin de fer express régional coûterait le même prix à construire que la ligne de TGV Paris-Marseille. Dans la mouture actuelle de notre société on, favorise tous les moyens de rallier le reste de la France à Paris, la faute à la politique de centralisation).

L'aménagement doit négliger le court terme pour voir plus loin et construire le futur. Cette question de sacrifice se pose autour de la ville de Paris. Doit-on laisser la métropole croître sur sa lancée ou aider les provinces ? Cela demande d'accepter l'effort financier



Aménagement du territoire - journal le 20H - 2000 - INA

qu'implique la rénovation du monde rural. Les dépenses faites pour améliorer les transports dans une région dépeuplée auront dans 10 ou 15 ans un bien meilleur rendement pour la productivité et la qualité de vie que ce qui est réalisé dans des régions saturées ou elles ne feront qu'entraîner un nouvel afflux de population. La problématique fondamentale de toute politique économique est de faire des sacrifices pour préparer l'avenir. Exemple pour localiser une usine, il faut prendre en compte le besoin de l'entreprise, les conséquences sociales de son implantation, le coût des infrastructures et les aménagements qui orbite autour de son implantation (route, éclairage...) mais aussi le coût des installations incombant aux collectivités publiques.

On peut alors se demander s'il existe une politique qui permettrait de sauver le territoire français. Il s'agit de la décentralisation du pouvoir. Quelque chose qui, en apparence, est des plus simples à mettre en place. Il suffirait de déplacer les entreprises, grande firme et ministère de la capitale

pour les placer dans des régions en manque d'attractivité. Mais cela reste une utopie, les mentalités ne sont pas prêtes à accepter un changement aussi drastique. Si les gens s'installent à Paris, c'est pour une bonne raison la stature que cela donne à leur entreprise ou la ligne sur leur CV. Si rien n'est fait de ce point de vue là également, c'est pour permettre à Paris de rayonner sur la carte aussi bien à au niveau Européen que mondial.

Cette centralisation des pouvoirs par l'État est la cause majeure de l'augmentation de l'urbanisation et engendre l'oubli des campagnes et du pain quotidien des personnes y vivant. Peut-être s'agit-il d'un reste indirect de la monarchie ou tous les pouvoirs revenait au roi et donc se trouvait à Paris. Une tentative de l'État pour essayer d'améliorer la situation a été exécutée en 2015 à travers la réforme des 22 régions, mais aucun changement notable n'en est à retenir d'après une étude de 2019, on y trouve même un effet contraire à ce qui était prévu. En effet, on aurait pu s'attendre à une fusion de l'île de France avec d'autres régions mais celle-ci resta

intacte. La centralisation engendre une différence de ressource entre les collectivités, on entend ici par ressource les moyens financier et matériel que possède une région (industrielle par exemple) Une région qui ne possède pas beaucoup d'industrie ou de service provoque une augmentation des impôts et décourage les investisseurs de s'installer créant ainsi un mauvais engrenage. Pour beaucoup, l'État ne prend pas assez en considération les disparités ; la démarche actuelle veut que plus une collectivité investit plus elle doit être aidée créant ainsi un avantage pour les collectivités les plus riches.

Un bon exemple pour démontrer cette factorisation entre les régions est le schéma en étoile du réseau routier et des voies ferrées français conçu au XIXème avec une volonté de centralisation qui fut justifié au fur et à mesure de sa construction. La priorité est donnée aux voies de communication pour lesquelles on prévoit un important trafic si on s'en remet uniquement à ce critère, on favorise uniquement les régions déjà urbanisées. La remarque vaut aussi pour l'industrie qui appelle l'industrie. Il est plus facile de s'installer dans un bassin déjà mis en place possédant toutes les infrastructures nécessaires au développement des entreprises.) Il est moins coûteux d'agrandir une zone industrielle que d'en construire une autre ailleurs. Une des actions ayant pour but la décentralisation des activités est de contraindre ou d'inciter les entreprises à s'installer dans certains territoires, action principalement menée par la DATAR. La justification apportée à cette mesure est le fait que les entreprises s'installent dans la capitale ou en grande métropole est une habitude et non un besoin réel. La DATAR propose des aides financières aux entreprises décidant de s'installer en territoire rural ou hors des métropoles. L'état avait également mis en place un système

d'imposition pour la construction ou l'usage de bureau en IDF. Augmenter les taxes sur l'usage de bureau en IDF est une première mesure afin de renforcer la politique de décentralisation. En 1991 un décret prévoit le départ de 30 000 emplois administratif de la capitale, on comptait également en 1980, 34% des étudiants français en Ile de France. En 2010, on ne comptait que 26%.

Comme cité plus haut, les populations se rassemblent autour des axes et des voies de communication. La politique actuelle veut la valorisation, on construit et favorise les axes les plus rentables. Aujourd'hui construire 1 km d'autoroute coûte 6 millions d'euros, soit 15 000 à 20 000 personnes empruntent cette autoroute, par jour pour être rentable. La construction de voies de train permet également un rapprochement des métropoles et de la capitale. Par contre, il est très difficile de naviguer entre métropoles dues à la formation en étoile de nos réseaux de communication.

Les nouvelles technologies de l'information constituent des canaux de communication qu'il ne faut pas négliger. Internet ouvre au monde rural un grand nombre d'accès et de possibilités (suivi médicale à distance). L'aménagement

numérique du territoire constitue un facteur décisif à la campagne, le besoin d'élargir la couverture haut débit se fait ressentir, il existe toujours des zones blanches dans certaine région de France (le télétravail durant le covid a montré une attractivité pour les zones hors des villes avec une bonne couverture internet) Le retour au télétravail à la suite du coronavirus a remis sur le devant de la scène l'importance d'une bonne couverture internet pour le territoire français.

Les investisseurs réagissent trop lentement et timidement aux nouvelles opportunités qui leur sont offertes. L'aménagement du territoire passe aussi par l'aménagement des mentalités.

Malheureusement, sous la pression des lobby industriel, la politique de décentralisation est abandonnée en dans les années 90 et la DATAR va peu à peu perdre de son influence de 1989 à 1993 : cette période fut marquée par l'arrivée de Michel Rocard à Matignon (1988-1991) et de Jacques Chérèque au ministère de l'Aménagement du territoire et de la Reconversion. C'est à cette époque que Michel Rocard, devenu Premier ministre, ne s'est plus intéressé à l'aménagement du territoire, ni à l'autogestion et au développement local.

L'industrie voulait être plus compétitive avec les métropoles internationales. Aujourd'hui, le dernier recensement exhaustif date de 1999, on constate dans celui-ci que la population de l'île de France rajeunit, que chaque jour 300 000 provinciaux quittent le territoire pour travailler en ile de France résultat de l'abandon de la décentralisation.

On peut tracer une frontière entre la France prospère et la France en déclin à l'aide de la ligne Le Havre et Marseille. Une étude de l'INSEE de 2019 compare les années 2011-2016 à la période 2006-2011, on constate une croissance démographique autour des 22 métropoles de provinces. Ce phénomène est dû à une dépendance de la voiture des populations qui grâce à leur véhicule peuvent s'installer dans un rayon offrant un accès à la ville en moins de 30 min.



Aménagement du territoire - journal le 20H - 2000 - INA

b) La mort des villes et des campagnes

Si l'aménagement du territoire était une tentative de rétablir l'équilibre entre la ville et la campagne et de compenser les effets de la centralisation, force est de constater que le sentiment d'abandon des territoires ruraux et périurbains face au phénomène de métropolisation persiste encore aujourd'hui. La bataille de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes puis la crise des Gilets jaunes a remis sur le devant du débat public la question de l'aménagement du territoire. En marge de ces questionnements, les sociologues évoquent quant à eux la mort des villes et des campagnes. L'origine de la mort de nos villes et de nos campagnes prend sa source dans une des mesures prises par le gouvernement pour commencer la lutte contre la centralisation du pouvoir et des activités. En 1960 se lance, la politique de renforcement des grands centres urbains des villes comme Strasbourg, Lille, Nancy se veulent comme des villes relais de la capitale et endosse le rôle de métropole d'équilibre proposant des subventions pour l'installation des entreprises. Ces métropoles prirent assez rapidement le nom de métropole d'équilibre. Leur objectif premier est de créer des grands centres urbains. On entre dans l'air de la politique des métropoles, pour François Perroux (économiste Français) "les projets naissent dans les grandes villes et se diffuse au territoire adjacent"

C'est également le début de la création des villes éponges qui est lancée pour absorber la population de la capitale (Marne la vallée / Cergy) qui ont toutes comme problématique d'éviter de devenir des citées dortoir, tout en les reliant à Paris via le RER. Une ville-dortoir, ou cité-dortoir, est une ville avec un marché du travail réduit et dont le principal but est de regrouper des logements. Au lieu d'avoir une activité dans cette ville, les habitants sont souvent employés



Des gilets jaunes qui bloquent une autoroute à Donges (Loire-Atlantique), le 17 novembre 2018. © REUTERS

dans une importante cité voisine. Une telle situation entraîne des différences entre la ville-dortoir et le bassin d'emplois.

Dans les bassins d'emplois plus modestes, on parle plus couramment de village-dortoir dont la particularité est souvent d'exploiter une structure traditionnelle de village rural. Ainsi, on peut voir se côtoyer des fermes rénovées et des pavillons individuels alors qu'un très petit nombre d'exploitations agricoles exploite encore les champs et les prés environnants.

Cet essai de ville éponge est une tentative de reproduction d'un projet qui trouve son origine en Angleterre dans les garden cities construites après la WWII, 8 villes de 80 000 habitants sont construites dans un périmètre de 40 km autour de Londres et reliées à la ville par le train. La création de ces villes a pour objectif d'éviter l'étalement urbain qui pose plusieurs problèmes, il s'agit de l'étalement progressif des

villes. Cet étalement provoque une augmentation de l'utilisation de la voiture. Cela engendre la création de plus de logements individuels qui sont synonymes de réussite alors qu'ils provoquent plus de déperditions énergétiques que des logements collectifs. Il faudrait pour

certaines prôner la densité qui permet de créer plus de compétitivité et des gains de temps. Mais l'urbanisme connaît un changement de cap qui vise à limiter la densification, un coefficient d'occupation du sol est imposé au promoteur (Loi Grenelle de 2010).



Notre-Dame-Des-Landes - le projet de l'aéroport - 1974 - INA

Dans son livre "Comment la France a tué ses villes", Olivier Razemon parcourt de nombreux centres-villes afin de constater la situation sur tout le territoire français. On retrouve des descriptions de villes comme Saint-Etienne, Béziers, Périgueux, Privas ou encore Valence... On trouve l'explication à la désertification des centres de ces villes dans le développement des grands parcs commerciaux qui s'installent dans leur périphérie ces dernières années. Ces grands centres aspirent l'activité qui était autrefois présente dans les centres-villes.

Il nous décrit également un développement économique optimal pour une ville si l'on écoutait uniquement les acteurs du milieu : "il faut construire des bâtiments en périphérie reliée par une rocade afin de faire baisser le taux de chômage... Et ajouter une vidéo protection massive des centre-villes pour sécuriser les habitants !" Cette utopie dont certains rêvent pourrait être le pire scénario envisageable pour notre société. La ville est un écosystème qu'il n'est potentiellement pas bon à faire croître continuellement et indéfiniment. Il faut plutôt envisager la ville comme un écosystème à gérer et à régénérer.

Les élus se rendent compte tardivement que leurs attentions devraient se porter sur les centres-villes qui sont des espaces à choyer pour tenter de sauver leur ville de la désertification. Mais cette prise de conscience n'arrive qu'à la suite de nombreux échecs et tentatives de projet périurbain.

Les réseaux de transport vieillissant n'aident pas non plus au maintien de l'activité dans les centres-villes. De plus, l'expansion des villes oblige l'utilisation de voitures, en effet l'étalement urbain double parfois les distances, il est également plus rapide de prendre son véhicule personnel que d'emprunter les

transports en commun qui dans les villes à moyen taux de population sont parfois lents et assez mal desservis.

En 2014 la ville de Privas ne possédait pas de service de transport public, ni de gare ferroviaire destinée aux usagers uniquement au transport de marchandise. Cette ville est également une "ville de passage" pour les Parisiens et les Néerlandais partant en vacances.

On assiste aussi à la construction d'éco parc comme à Valence ou la gare TGV voit son propre quartier être construit autour de celle-ci. Il s'agit là d'un nouveau morceau de ville ne vivant qu'aux heures de bureau. Alors que pendant ce temps le centre-ville ne cesse de perdre des habitants.

Olivier Razemon résume de façon marquante la situation actuelle des villes :

Les villes meurent ? Peu importe, on en construit des nouvelles⁴



Centre ville désert - France - Unemplacement

Cette ville connaît le même problème que toutes les autres: une diminution de la population en cœur de ville et une augmentation en proche périphérie, on ne parle pas ici de banlieue mais plutôt dans un rayon d'accessibilité de 30 min autour de ladite ville. Les habitants demandent l'installation de ligne de transport public mais la voiture reste reine dans des villes où l'habitude du transport individuel à la vie dure. Le départ des familles vers la périphérie est un facteur marquant de la mort des villes. Mais si ces familles quittent les villes, où vont-elles ? On les retrouve généralement en périphérie de "grandes villes".

Malheureusement tout ce que les villes moyennes donnent à voir, ce sont des vitrines vides, quelques bistrot de voiture garés sur les trottoirs et des gens se déplacent à pied... La crise urbaine engendre la fermeture des commerces créant ces vitrines vides grand symbole de la désertification des centres-villes. Les gens quittent la ville pour fuir la pression de cette crise.

On assiste à une fracture territoriale qui est la consécration des métropoles, économique, sociale et géographique... Un véritable décalage se crée entre les métropoles mondialisées et les villes "petites et moyennes". Une

fracture se crée entre des élites repues et informées et un pays réel angoissé et déboussolé. " jusqu'à présent nous avons tendance à attribuer la situation du commerce aux politiques menées par la municipalité. Or les maires sont en train de s'apercevoir que c'est un phénomène global ». Ce sujet de la crise urbaine est confondu avec la désertification des territoires ruraux ou la montée en puissance des métropoles renforçant cette frontière "métropole-reste de la France »

Il ne reste que quelques villes en France où il est difficile d'habiter en centre-ville (Paris, Lyon, Bordeaux, Nantes...) Pour parler aux gens vivant dans de grandes métropoles de la crise Urbaine une phrase est reine : (Mais tu sais les vitrines vides !)

"Les gens préfèrent habiter dans une commune périphérique" on ne parle pas ici de banlieue mais de village éloigné d'une dizaine de kilomètres d'une ville. Autour desquelles se greffent des lotissements. Les villes n'occupent plus une part assez importante dans l'imaginaire national

⁴ Olivier Razemon - Comment la France a tué ses villes 2019

Ce qui se voulait à la base comme une bonne initiative lancée par la DATAR avec le renforcement de la politique des métropoles d'équilibre a finalement participé à créer une fracture avec le reste de leur territoire. L'origine du déclin provient de l'essor des métropoles valorisé par la politique d'aménagement du territoire français. Dans les grandes villes, on ne manque pas de retrouver des rues animées et une ligne de TGV des boutiques florissantes, alors que les petites villes doivent se contenter de lignes TER et de rue abandonnées par la population. Désormais, un nouvel engrenage est en route, celui-ci fut lancé par Paris la capitale. Désormais toutes les métropoles de France veulent ressembler à Paris. Tour d'architecte, pont au design épuré, plus de voitures en bord de quai, tout est mis en œuvre pour ressembler à la capitale. On ne parle plus de la plus de : grande ville de Province ? Non une métropole régionale.

Ces métropoles qui se sont gentrifiées, on peut très facilement les citer : Lyon, Bordeaux, Nantes, Toulouse, Strasbourg, Lille, Grenoble, Rennes, Nice, Dijon, Montpellier, même Marseille dont les banlieues sont associées à la ville portent fièrement son statut discordant. La politique d'aménagement du territoire voulait autrefois que ces villes deviennent de métropoles d'équilibre pour le désert français afin de lutter contre le décalage avec Paris.

Mais malheureusement, les grandes métropoles aspirent à un destin plus grand depuis plusieurs années. Et à la suite d'un Jacobinisme régional et une culture de l'entre-soi poussent les villes à se copier les unes les autres. Paris et le désert français ? Plutôt Rennes et le désert breton, Dijon et le désert bourguignon et ainsi de suite...

Désormais, chaque région doit apprendre à gérer son désert causé par sa "métropole régionale", cette course à la motorisation provoque une confusion d'échelle, la ville ne trouve plus de limite. Les termes : près, loin, à côté non plus le même sens selon si on est à pied ou en voiture. Maintenant quand on dit que les gens "vont" quelque part en fait dans la majorité des cas, ils conduisent. Désormais on compte les distances en minute et plus en kilomètre dans cette société où le sait désormais tout doit aller plus vite. Les distances ne signifient plus rien. " ce samedi je vais faire les courses à Marseille" peut vouloir dire aller se promener rue Paradis que passer deux heure à la zone commerciale de Plan de Campagne à 15 kilomètre du vieux port. Cette hypermobilité de la population provoque une fracture des territoires, des études sont menées sur les nuisances entraînées par cette hypermobilité motorisée de la population.

"Les causes en sont venues au point que tous les services urbains dépendent étroitement de la circulation automobile. Celle-ci prend à la fois au habitant de banlieue le temps et l'espace. Il en résulte des sentiments de frustration et des accès de mauvaise humeur, car sous le beau prétexte d'augmenter la vitesse de circulation, on ne parvient en fait qu'à la ralentir, à rendre les rencontres plus difficiles en dispersant dans un vaste secteur régional les fragments épars d'une cité" observait l'historien américain Lewis Mumford en 1961.

Les villes anciennes sont désormais transformées et adaptées pour les voitures. Toutes les nouvelles constructions et autres territoires récents sont conçus pour les véhicules motorisés.

La disposition des dispositifs et des infrastructures et l'urbanisme commercial façonnent désormais le territoire français.

L'ironie de tout cela est qu'on s'acharne à faciliter le déplacement des véhicules alors qu'une voiture passe 90 % de son temps immobile, ces villes sont désormais le royaume des voitures stationnées. Tous ces phénomènes participent de la mise en place d'un «urbain diffus»⁵



Zone commerciale de Plan-de-Campagne - Marseille - France -Photo LP Et F.Y.

⁵Augustin Berque - Livre 8. L'urbain diffus, l'habitat insoutenable et la qualité de la ville au Japon -

c) Le rejet de la ville et de l'urbain diffus

Les géographes ont depuis une vingtaine d'années proposé des travaux autour de l'urbanisation du monde. L'urbain se diffuse dans des périphéries de plus en plus éloignées de la ville centrale. Ce phénomène est lié entre autres à la voiture. La voiture a créé un phénomène contre lequel notre société est actuellement en train de lutter : l'urbain diffus. En effet, si la ville au XXe siècle s'étend, c'est parce qu'elle est aidée par l'avènement de l'automobile et des transports publics. Ainsi s'opère la périurbanisation ou la rurbanisation des campagnes (favorisant le développement de non-lieu)⁶.

Pour Augustin Berque, l'«urbain diffus» correspond à une forme d'habitat non-durable⁷. Ce que l'on qualifie d'urbain diffus est-il devenu insoutenable ? Ce phénomène a des conséquences esthétiques et éthiques sur notre société. On constate une perte de notre capital social et de notre vivre ensemble. Cette perte de liaison a des conséquences écologiques, esthétiques et éthiques. La destruction des écosystèmes est causée par une augmentation de notre empreinte écologique: on gaspille notre espace et notre énergie. L'urbain diffus détruit l'écosystème plus que les autres modes d'habitation au contraire des villes plus compactes.

Le fait également la mauvaise répartition de la consommation des ressources par notre société. en effet les plus riches, surconsomme pour les plus pauvres. Le marqueur pour mesurer l'urbain diffus par excellence est de regarder l'augmentation des moyens de circulations individuelles dans un territoire. Notre société actuelle est principalement urbaine et est construite autour d'un fonctionnement urbain, une faible proportion est agricole. Cette société majoritairement urbaine idéalise un habitat de type rural. (on

vérifie cela de par les nombreuses résidences secondaires qui apparaissent partout en France qui est le pays n°1 de l'habitat secondaire) On voit aussi le fait que certaines résidences principales se trouvent à plus de 100 km du lieu de travail de leur propriétaire. Plus une population est répartie vastement sur un territoire, plus celui-ci connaît une baisse de sa densité provoquant une augmentation du nombre de transports individuels créant ainsi ce phénomène d'urbain diffus. Soulevant alors un problème écologique, chaque ménage doit posséder au moins une voiture par adultes pour se déplacer sur le territoire.

L'urbain diffus se traduit par une société urbaine vivant comme si elle était paysanne alors qu'elle ne l'a pas. Il ne faut pas confondre avec la périurbanisation, ou l'étalement urbain. On peut parler de «ville pays» ou de «ville campagne» sur ce territoire, on se déplace beaucoup. 100 km de déplacement quotidien dépassent largement le phénomène de périurbanisation. Autre effet de l'urbain diffus est l'apparition d'habitat individuel qui est plus consommateur en espace et en énergie que les habitats collectifs qui eux sont beaucoup moins bien reçu par la population. Une concentration urbaine est moins énergivore que l'urbain diffus d'un point de vue purement technique, Il existe plusieurs sortes d'urbain diffus tout comme il existe plusieurs modes d'habiter⁸.

Selon Bernard Lassus :

« Pour rendre un environnement plus naturel, il faut y introduire un élément artificiel qui va rendre le reste plus naturel »

L'exemple type de cela est l'habitat pavillonnaire en pleine campagne. On les voit apparaître à perte de vue dans les villages de campagnes. L'habitat pavillonnaire comme dit plus haut est largement méprisé et associé à la banlieue cette habitat s'ancre dans l'imaginaire collectif l'acte du banlieusard. Pour beaucoup, l'idéal est d'être propriétaire de sa maison. Ce qui encore une fois provoque une augmentation du nombre de pavillons et donc de l'urbain diffus. Les expériences et les recherches menées au XXIème siècle pour habiter autrement se tournent vers une action d'urbanisme sur les villes directement pour lutter contre l'urbain diffus et la périurbanisation. Mais il n'est pas possible d'imposer une solution de façon autoritaire. En sociologie, on recherche le vivre-ensemble.

La population actuelle recherche une architecture "ruraliformes", pour être heureux, mais il leur faudrait lier à cela le confort et les avantages d'une ville. Une solution au phénomène d'urbain diffus proposée par le géographe Augustin Berque est la création de ville en grappe le long des voies ferrées, on peut prendre pour exemple les cités-jardin du XIXème siècle par Ebenezer Howard, on ne cherche pas ici à créer des banlieues, mais des villes autosuffisantes, qui profite au développement de leur environnement local. On ne peut pas supprimer entièrement la voiture mais il faut essayer de limiter son utilisation. Créer un réseau de trains intra régional communiquant entre ville et village sans forcément relier les grandes métropoles permettrait une certaine protection de nos campagnes et des villes de moyenne et petite taille qui souffrent le plus souvent de l'urbain diffus.



Exemple d'étalement pavillonnaire - Levittown (Pennsylvanie) - 1959

⁶Marc Augé - Retour sur les « non-lieux » - 2010

⁷Augustin Berque - un habité soutenable - entretien vidéo sur YouTube - 2021

⁸L'harmattan - 36 façon d'habiter 36 manière d'être chez soi - 2014

Les nouveaux rapports avec le territoire

Ludovic Duhem définit dans son ouvrage *Design des territoires l'enseignement de la "bio-région"*. Dans l'acceptation biorégionaliste, le territoire est bien plus qu'une entité spatiale et géométrique, qui est vide de tout contenu. Il est un tissu de relations concrètes résultant du processus de coévolution entre histoire humaine et histoire naturelle. C'est un espace naturel, un espace de vie et un système regroupant des milieux en interaction, doté d'une identité qui témoigne de la longue histoire et la manière dont une culture, une société et une communauté donne sens à une portion d'espace. Le territoire se veut comme espace de référence pour les individus, le territoire constitue donc le bien commun par excellence de l'humanité qui nécessite un soin à long terme pour résister à la mort et pouvoir renaître si nécessaire. Afin d'améliorer notre quotidien, il paraît plus que clair qu'il faut changer la relation que nous entretenons avec notre territoire. La bio-région se veut comme une école de la compréhension et de l'entretien et la pérennité de notre territoire. Retour sur cette notion et les initiatives qui vont dans le sens de cette théorie biorégionaliste.

a) Le principe de la bio région

L'application de la bio région se veut comme une démarche en marge de l'aménagement des territoires. Duhem décrit les manifestations de la bio-région comme "mondialisation par le bas". Celle-ci porte les mêmes objectifs que la politique d'aménagement du territoire pour améliorer l'habitabilité d'un territoire.

L'habitabilité d'un territoire se traduit par un lieu où vivre une vie saine et bonne sans dégrader ses conditions d'existence ou celle des entités qui nous entourent. D'après la pensée bio régionaliste le foyer d'une bonne vie a besoin comme condition minimale pour qu'un lieu soit le foyer d'une vie bonne est de comprendre qu'un lieu n'existe vraiment qu'en tant qu'expression d'un milieu en monde pour les être humain qui y vivent et pour les autres non humain qui participent de ce monde tout en ayant leurs mondes respectifs.

Désormais, la communauté créative (on parle ici d'architecte, de designer, d'urbaniste) est incapable de répondre de ce qu'elle fait, des projets qu'elle met en place, réalise et des actions et conséquences que ces projets ont sur l'avenir du monde. On peut se dire que la raison à cela est le fait que c'est une petite communauté qui est limitée en nombre, encadrée et régie par un cadre économique et politique très influent sur les décisions. et qu'elle n'est pas présente dans tous les pays et tous les projets d'aménagement de territoire. Et que surtout il n'y a pas de norme ou de principe de déontologie commun à tout cela.

La pensée bio régionaliste veut que la réalisation de projet soit et doit être en lien avec le territoire c'est celui-ci qui donne tout son sens et sa singularité à la fin. Elle appelle à une reterritorialisation du design sur les territoires. Ce design des territoires consiste en une démarche de création ayant vocation à rétablir le lien au lieu.

Elle répond à la négation des lieux comme des milieux imposée par le fonctionnalisme de l'aménagement du territoire, en proposant un aménagement des territoires⁹. La Reterritorialisation du design se veut alors comme la solution pour créer des projets utiles et juste en relation avec le territoire. Le design des territoires exige à la fois une reterritorialisation de la pratique du design et une critique du territoire traditionnellement considéré comme un objet, un support, un décor et une image. Indissociable du lieu de vie, le design des territoires implique une expérience immersive, une transmission des savoirs impliqués et une expérimentation partagée sur les lieux même de son intervention.

Dans l'esprit de l'approche biorégionaliste, le design des territoires est une démarche éco sociale refusant de séparer les enjeux écologiques et les enjeux sociaux, tout comme, elle exige une critique de l'idéologie du marketing territorial et des conditions de sa pratique.

Cette reterritorialisation vise à organiser "un "retour au territoire" des sociétés humaines, non pas dans une vision nostalgique ou identitaire des lieux, mais dans une reconnaissance des bases matérielles et des relations sociales qui fondent nos existences à l'échelle locale. La reterritorialisation est en ce sens une démarche critique et une exigence d'invention autant que de respect et de transmission des constructions héritées.¹⁰"

De nombreux projets vont dans le sens de se réinsérer dans une communauté à laquelle on participe localement. Par exemple afin de protéger sa ressource en eau des risques de pollutions, la communauté d'agglomération Seine Eure en Haute-Normandie fait convertir 110 hectares en bio, dont 30 dédiés au maraîchage ou encore en Poitou-Charentes ou une démarche "terre saine" est engagée depuis 2004 sur le même principe

Pour tenter de résumer la démarche biorégionaliste, il s'agirait de repenser le territoire à partir du lieu de vie, de repenser le projet à partir du lieu où on désire le placer. Mais pour cela, il faut consulter toutes les entités présentes sur le territoire afin d'ancrer véritablement le projet dans l'environnement. Bien souvent, il s'agit d'un espace naturel possédant ses propres limites qui peuvent être géographique, biologique, et anthropologique, mais aussi administratives. Le bioregionalisme tente de trouver un équilibre dynamique entre toutes ces variables qui possèdent chacune leur attente et leur besoin spécifique. Comment peut-on inclure l'humain au sein de tous ces milieux ? En effet, on pourrait se dire que l'humain n'a pas sa place au sein de ces territoires. Mais comme l'a démontré Augustin Berque, c'est l'homme qui a façonné notre territoire, il y a de cela 5000 ans. Ce territoire ne correspond peut-être plus aux attentes et aux besoins de notre société. Il faudrait alors repenser notre territoire ?

⁹l'aménagement des territoires - Jérôme Monod et Philippe de Castelbajac

¹⁰Design des territoires, l'enseignement de la Bio Région - Ludovic Duhem & Richard Pereira De Moura



Région du Bassigny

Repenser le territoire sur lequel on applique des projets, implique la modification des représentations, de nos connaissances ainsi que de l'aménagement déjà mis en place sur celui-ci pour le rendre habitable. L'étape la plus importante reste le besoin d'une prise de conscience du lieu par les habitants. Désormais plus qu'un aménagement fonctionnel, il faudrait dans l'idéal un aménagement du territoire créer progressivement avec prudence et tempérance des actions, des projets selon les espaces et les demandes. Ce type de fonctionnement porte de façon intrinsèque un fort engagement éco social. Il faut réapprendre à vivre et créer de manière située tout en pouvant garantir la protection du patrimoine construit ces dernières années. On entend ici par patrimoine : " Le patrimoine est communément défini comme l'ensemble des biens matériels et immatériels hérités du passé , la plupart du temps transmis de génération en génération au sein d'une famille ou d'une culture. Pour le biorégionalisme le patrimoine est une réalité qui définit l'identité d'un territoire, celui-ci est double dans le sens où il est à la fois patrimoine naturel, lequel est constitué par l'ensemble des éco systèmes (organismes et habitats) nécessitant protection, restauration

et espace de développement ; il est aussi patrimoine culturel, lequel est constitué par l'ensemble des éléments concrétisation des pratiques , des représentations et des manière de construire de vivre et d'habiter singulièrement un territoire. Le patrimoine est donc une entité vivante et une œuvre d'art collective qui exige un soin à long terme pour conserver sa capacité à être un lieu de vie et pouvoir se régénérer si nécessaire. Le patrimoine est à cet égard un "bien commun" au-delà de toute propriété individuelle ou commune et dont la responsabilité nécessite une sagesse collective et une action partagée des habitants qui ne se contente pas de muséifier ce qui est hérité du passé mais, de le produire matériellement et symboliquement" La solution pour repenser notre territoire se manifeste-t-elle alors à travers le projet que l'on veut réaliser ? Il faut pour cela donner la priorité à des projets proactifs ayant des effets bénéfiques pour le territoire comme la restauration et le soutien des dispositifs naturels. Il est désormais urgent d'agir en bonne synergie avec L' écosystème local et de les réparer des dégâts qui ont été causés.

Des règles simples sont à appliquer pour régir les projets on les retrouve à travers 3 pistes que Ludovic Duhem qualifie comme des couleurs primaires à travers lesquelles on peut obtenir toute les nuances. La première étant une restauration et un soutien complet des dispositifs naturels. Il faut garder à l'esprit une possibilité d'amélioration continue. Cela constitue les fondations sur lesquelles pourront être bâtis de futurs autres projets capables d'améliorer encore la vitalité originelle du lieu.

Ces efforts sont destinés à remettre en état nos lieux de vie, ces projets constituent la base pour les futurs projets ayant comme objectif d'améliorer la vitalité originelle du lieu. Ces projets peuvent revêtir de nombreux aspects notamment écologiques. Ces actions peuvent se manifester à travers la plantation d'arbres indigènes sur une colline afin de limiter son érosion, et créer une première étape vers la restauration d'un habitat plus complet pour la faune et la flore locales, avec comme objectif une amélioration de la faune et de la flore à l'échelle territoriale.

La deuxième piste est de développer des moyens de satisfaire les besoins humains fondamentaux. Ceux-ci se traduisent par le besoin de nourriture d'eau d'énergie et le

besoin d'un abri. Pour satisfaire ses besoins de façon durable, il existe plusieurs possibilités de planter des aliments comestibles venant d'autre région, la réutilisation des eaux usées. Promouvoir des énergies domestiques renouvelables. construire des énergies domestiques renouvelables, construire avec des matériaux locaux recyclés ou réemployés, inventer de nouveaux produits sur la base des ressources territoriales ou encore améliorer la conscience bio régionale par le biais des médias. Chaque exemple cité ci-dessus est à adapter au territoire propre où on vise à faire des changements bénéfiques au territoire et finalement il faut contribuer majoritairement au vivre in situ, living in place. Pour cela, il faut autant mobiliser l'économie et la culture que la philosophie et la politique, cela implique de s'engager de manière active contre les perturbations et les destructions qui sont à l'œuvre.

b) Réapprendre à vivre sur un territoire

Renouer et restaurer notre relation à notre territoire passent par plusieurs étapes et peuvent prendre plusieurs formes. Dans son entretien avec Alberto Magnaghi, Ludovic Duhem aborde le sujet sous le thème de l'éducation au lieu de vie. L'éducation au lieu de vie se concentre sur des particularités écologiques de l'endroit où on se situe. Cela passe par une étude du climat, de la météo, de la topographie, et la géologie prédominante, la qualité des sols ainsi que les plantes natives au lieu. On peut dire qu'un lieu de vie est à la croisée de la convergence géographique de toutes ces choses.

L'idéal serait de tourner des ateliers leçon directement vers l'identification et l'harmonisation avec ces caractéristiques particulières du lieu. Mélanger les générations participe au mélange des connaissances et des points de vue, chaque âge apporte quelque chose d'essentiel.

L'école du lieu de vie se tient toute au long de l'année afin d'observer les changements liés au territoire au fil des saisons.

Dans le domaine du design, il est important de pouvoir observer le milieu dans lequel on effectue un projet, cela passe souvent par l'immersion dans celui-ci. Mais dans ce cas précis les habitants sont déjà parties intégrantes du territoire et arpentent pour certains depuis des dizaines d'années. Il faut redonner goût au territoire qui s'efface suite aux habitudes de la population.

Pour Alberto Magnaghi (architecte et urbaniste)¹¹, le territoire est comme "un acte d'amour entre une population et un site". Cet acte se traduit majoritairement par une affection portée à l'environnement et sa sauvegarde. Cette préservation de l'environnement dépasse ce domaine, car si l'on préserve l'environnement, on préserve l'homme et donc le territoire.

La démarche bio-régionaliste se place comme la solution à cette distanciation dans la relation de l'homme à son territoire, il faut donc forcément passer à l'étape de la transmission et de l'initiation de ce mode de pensée et de fonctionnement. Comme vu à travers l'exemple de l'enseignement de la bio-région, une chose importante pour comprendre notre relation au territoire est la découverte et la prise en compte de tous les éléments qui nous entourent. Et cela passe par la notion de pédagogie du milieu qui consiste à faire comprendre avant de faire apprendre. Il faut comprendre quel est le problème et notre relation à celui-ci pour trouver des solutions d'où l'importance de l'éducation au lieu de vie. Bien souvent pour que la conscience des gens ce réveil, il leur faut un électrochoc un signal d'alerte ont la bien vu dans l'ouvrage d'Olivier Razemon sur la mort des villes¹² bien souvent, on prend conscience du problème sous nos yeux après l'échec de solution temporaire mise en place.

"Le seul moyen pour que les gens adoptent un "bon comportement" et agissent de manière responsable, c'est de mettre en évidence le problème concret, et de leur faire comprendre leurs liens directs avec ce problème — et cela ne peut être fait qu'à une échelle limitée. C'est-à-dire que cela peut être fait lorsque les forces du gouvernement et de la société sont encore reconnaissables et compréhensibles, lorsque les relations entre les choses sont encore intimes et lorsque les effets des actions individuelles encore visibles; lorsque l'abstrait et l'intangible s'effacent pour laisser place à l'ici et au maintenant, à ce que l'on voit et ce que l'on sent, au réel et au connu"¹³

L'éducation au lieu de vie se concentre sur les particularités écologiques de l'endroit en question. Sur un territoire donné, il n'est pas difficile d'identifier : climat, météo, topographie, géologie du milieu ainsi que les plantes et espèces propres au milieu. On peut définir le lieu de vie comme la convergence de tous ces paramètres dans une zone géographique. Une fois que l'on a compris quel élément constitue un territoire pour le projet, il est beaucoup plus facile de voir les champs d'action qui sont disponibles et propres à ce territoire, cela permet évidemment une meilleure identification des problèmes et besoins liés aux habitants ou au territoire.

Ce besoin de reconnexion avec son territoire trouve son origine à la suite des conséquences qu'ont eues les cycles de lutte ouvrière et les crises pétrolières des années 1970. Suite à ces événements, la terre a connu une

évolution du système de production des villes vers des villes usines, des villes de plus en plus numérique et globalement l'urbanisation de la planète. On retrouve les notions de déspatialisation dans le discours de Alberto magnaghi (architecte et urbaniste) despatialisation qui prône la fin du cursus historique qui prône la centralité des villes et des systèmes de production vers un fonctionnalisme de l'espace.

A cela suit le processus d'autonomisation croissante des zones ou des humains sont établis suite à cette subordination fonctionnelle et technologique du territoire et des systèmes de production capitaliste. Il s'agit d'une mobilisation de l'humanité en tant que ressource à échelle mondiale. On en revient aux problématiques de l'aménagement du territoire avec la crise des villes usines et la concentration de la main d'œuvre en ville suivie par un

décentrement territorial à échelle régionale qui développe la ville diffuse et infiltre les campagnes et urbanisme les territoires ruraux : il s'agit de l'urbain diffus. La population se rend alors compte de l'importance de garder une bonne relation avec son territoire. Dans leur intérêt, mais aussi dans l'intérêt de l'environnement.

La mise en place de contremesures qui se veulent efficaces avec comme références la politique territoriale et urbaine prenant des directions différentes afin de créer une nouvelle civilisation territoriale et urbaine en s'appuyant sur des forces ascendantes capable de restituer aux communautés établies une forme d'autonomie et une restauration de la synergie ville-campagne et une reconstruction de la relation humain environnement afin de revitaliser le territoire local. Le projet local est le retour à la racine de la relation entre l'homme et la terre.

Cette prise de conscience de la population de l'importance de la découverte ou redécouverte et de l'entretien de leur relation au territoire. Cela soulève de nombreuses questions la principale étant : comment initier les gens à la pensée bio régionaliste et à la relation homme territoire. Alberto Magnaghi nous démontre que trois grands types de projet peuvent être menés pour éveiller les consciences de la population. Ces 3 types d'action et de projets ont comme objectif de provoquer l'émergence d'une nouvelle culture du territoire comme projet commun, des territoires socialement co-produit. On parlait de planification par le bas, celle-ci constitue le premier instrument et outils qui prônent la valorisation auto-soutenue des ressources environnementale et paysagère. Alberto Magnaghi prend ici comme exemple les écomusées qui sont des observatoires locaux, qui font de la promotion culturelle et éveillent la conscience de l'identité paysagère d'une région.



Clermont-Ferrand - implantation d'usines du groupe Michelin dans la ville - 2021



J'habite ici à Langres - Eddy Terki - 2019

Le deuxième outil est la création de formes d'auto-organisation socio-territoriale en périphérie des villes, avec comme objectif premier la gestion collective des biens communs afin de mener des expériences d'habitation communautaire et d'auto rénovation de banlieues. Ce réseau de défense territoriale développe le rôle des municipalités des villages et hameaux et stimule leur communauté pour les préserver et leur donner l'étincelle pour enclencher ce cycle.

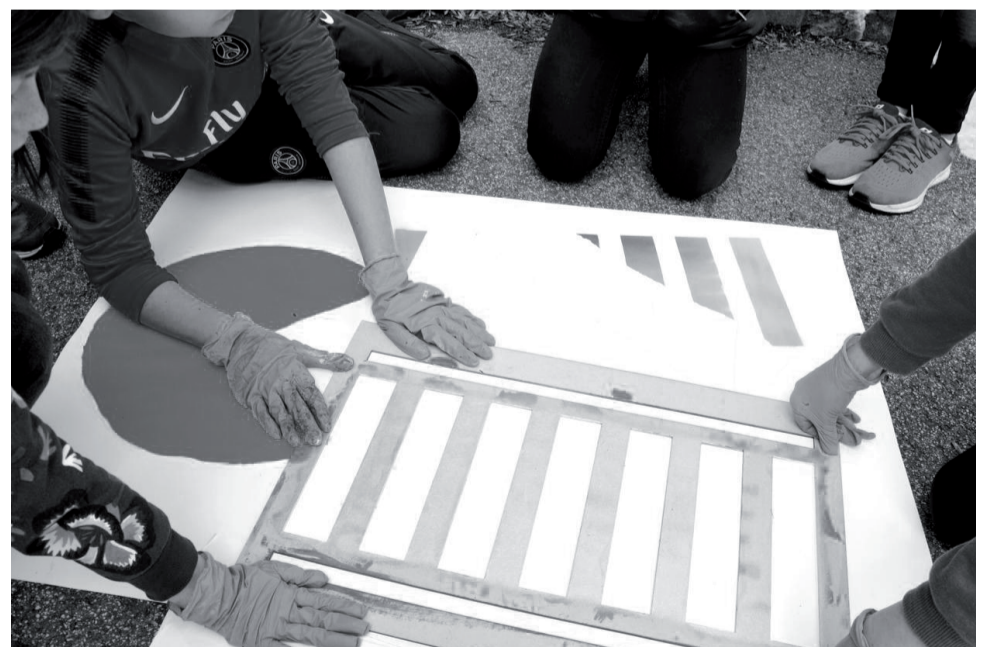
Le troisième outil est la mise en formes d'infrastructure de production innovante destinées à l'auto-évaluation des biens communs (création de société de production alimentaire locale qui vise à revitaliser le système des réseaux locaux d'alimentation allant de la production des produits à la vente) ces action ne doivent pas rester uniquement en campagne il est important d'entretenir le rapport ville campagne afin de conserver un équilibre territorial. L'objectif n'est pas d'augmenter la rupture territoriale, mais de développer la relation de tous les humains au territoire qu'il occupe.

Ces trois outils, dispositif qui ont vocation à être mis en place à de nombreuses échelle permettant de changer les choses depuis le territoire jusqu'à remonter dans les sphère de prise de décision. La mondialisation par le bas est donc la réappropriation des sociétés locales de leur patrimoine de bien commun, en les activant à travers la construction de modèles de développement locaux autosuffisants. Instaurer l'auto gouvernement des facteurs de production et développement du milieu de vie construisent les conditions idéales afin de créer des relations d'échange coopératif fédératif et non hiérarchique entre des communautés locales d'un monde reterritorialisé.

Se pose alors une question, une fois les erreurs du passé entravées comment peut-on préparer le futur de nos territoire et s'assurer de la pérennité des actions menées dans ces milieux de vie variés. Car chaque action menée est propre à un territoire, en effet les principes de la bio régions ne sont pas fixes. Il y a autant de projets possibles que de territoire disponible pour expérimenter. La solution serait pour les futurs générations de préparer l'avenir.

Nombre de domaines ont déjà prouvé qu'éduquer les enfants (principalement ceux de primaire) a des problèmes que connaît notre société ou d'autres thèmes comme l'art par exemple permet déjà de préparer notre futur. Comme pour beaucoup de domaines, l'apprentissage passe par la compréhension du problème à travers des ateliers d'expérimentation fondés sur la pratique du territoire de références propres à une école, tout en proposant des projets d'action interrogent un renouvellement des connaissances en mélangeant les disciplines scolaires. Les enfants approchent le territoire dans sa globalité en faisant des liens avec leur vécu. L'importance de la participation des enfants et des enseignants et des adultes en général tient un rôle fondamental. Les enfants font preuve de beaucoup plus de créativité, ils sont sans frontière ni barrière vis à vis des idées qu'ils proposent. Contrairement au politique d'aménagement actuel, la solution la plus simple est souvent la meilleure, les enfants proposent ces idées sans filtre. Il faut aussi leur permettre d'apprendre à identifier le commun des lieux et comment pourrait-on utiliser ses espaces qu'il pratique tous les jours, il s'agit de berges de rivière, de chemin

agricole. Se faire ensemble et cette coproduction permet d'enrichir et de revisiter différentes disciplines afin d'innover et d'enrichir leur vocabulaire et leur apprentissage. Cet apprentissage permet un premier éveil et une prise de conseils qu'il faudrait veiller à pérenniser pour ne pas seulement s'arrêter en primaire, mais à tous les âges afin de pouvoir aborder des notions de plus en plus complexes avec eux. Si les plus jeunes générations pouvaient être sensibilisées à toutes ces notions à l'avance, peut-être pourrait-elle alors empêcher de refaire les mêmes erreurs commises sur l'aménagement et la gestion du territoire.



J'habite ici à Langres - Eddy Terki - 2019

a) La force d'attraction de l'espace rural

La campagne et plus largement les territoires ruraux, sont désormais considérés comme des espaces regorgeant de ressources paysagères naturelles, de nouveaux cadre de vie, une nouvelle relation ville-campagne se dessine à l'horizon, terminée l'image de la campagne agricole qui lui colle à la peau. Une nouvelle ruralité se dessine, la création d'emplois et les nouvelles mobilités doivent être prises en compte, la diversité des usages et des attentes sont source de confrontation mais doivent permettre une clarification des choix à mener par les actions publiques. C'est au début des années 1990 que débutent les réflexions sur l'animation des espaces ruraux, une grande idée se démarque de celle-ci est d'en finir avec le mythe de la désertification rurale de voir plus loin proposez une idée de renouvellement des espaces ruraux, la naissance d'une nouvelle campagne. C'est Bernard Kayser, l'animateur des perspectives rurales au sein de la DATAR qui porte ce projet. Il lutte contre un discours prônant un avenir agricole pour la ruralité. Dans notre actualité, la ruralité est désormais un cadre idéalisé par les population urbaine, en effet la désertification rurale commence à perdre en ampleur et des aides arrivent vers la campagne. De nouveaux enjeux se dégagent pour les territoires ruraux en effet, on les considère désormais comme des espaces naturels, productifs, résidentiels, mais aussi comme des espaces récréatifs. Une préoccupation environnementale commence alors à émerger en effet repenser la dynamique et les perspectives des territoires ruraux pour les protéger semble indispensable surtout à notre époque. Désormais, la campagne se sépare en 3 piliers, la campagne ressource associée à la production, la campagne paysage pour le cadre de vie, et la campagne nature

regorgeant des ressources de la Biodiversité. Les espaces ruraux sont donc destinés à être des supports de conversation autour de l'importance de la diversité biologique pendant encore de nombreuses années.

Une préoccupation principale est également au cœur de l'actualité, en effet, il faut surveiller les phénomènes de périurbanisation qui tendent à se transformer en une rurbanisation générale du territoire. C'est de là que l'importance des relations ville-campagne devient importante. L'augmentation des populations des communes autour des villes, se divise en deux branches: la périurbanisation dite classique, l'agrandissement de l'espace occupé par une ville, et de plus en plus un processus d'étalement urbain est à l'œuvre (l'urbain diffus). Ces espaces ont également deux visages: d'un côté l'extension géographique portée par Bernard Kayser pour la renaissance rurale, et deux l'autre côté un dépeuplement continu avec une désertification, ou un enclavement et un vieillissement des populations. Bien que cette deuxième face devient de plus en plus minoritaire en effet la diagonale se rétrécit mais se concentre par la même occasion. On assiste à une diversification des mobilités et des façons de vivre entre villes et campagnes. Cette diversification est notamment due a comme dit ci-dessus un vieillissement de la population qui est l'enjeu majeur de notre époque, on remarque une certaine incertitude sur les variables des modes de vie futures, avec des ressources et des contraintes budgétaires, et la difficulté d'avoir une répartition juste des moyens sur nos territoires. Une autre cause à cette diversification est due au nouveau mode de vie qui se développe notamment pendant le COVID, on remarque une



Exemple d'étalement pavillonnaire - lotissement de village - 2021

augmentation des multi-résidence, ou des résidence temporaire, suivi par une évolution des conditions d'emploi et de travail, on s'affranchit des contrainte de distances et des heures présentiel de bureau avec le télétravail.

Ce retour à la campagne est dû à une reconnaissance de l'attractivité de ces territoires, en effet, un quart de la population urbaine veut aller vivre à la campagne. La cause de cela une nouvelle vision de la ruralité comme paysage et cadre de vie idéalisé, comme la dit Berque cette recherche de sensation de nature provoque ce retour à la campagne, un paysage naturel préservé un havre de repos loin (mais pas trop) des villes ; On obtient de résultat progressivement à la suite de la politique d'aménagement du territoire on amène une autre image que celle de l'agriculture.

La tendance à la dispersion et à l'étalement est un des enjeux dans l'avenir de la mobilité des populations sur notre territoires, terminée la politique de centralisation des emploi et des activité dans les grands pôle L'aménagement du territoire a provoqué la dispersion des activité et la déconcentration de certaine activité afin de repousser le désert.

C'est activité se scinde en plusieurs groupe : Le premier passe par une valorisation des ressources spécifiques au territoire naturel et construit des espaces ruraux, c'est le cas de l'agricole, mais celui-ci ne fait plus la ruralité, c'est surtout cette augmentation de la demande de nature qui crée une patrimonialisation des composantes naturelles du rural, cela reste difficile à mettre en place, car comme souligné par Castelbajac et Monod dans leur ouvrage on favorise les régions riches, créant une mauvaise répartition des ressources entre régions. On retrouve aussi des emploi avec des localisation mobile entre ville et campagnes créant des vas et vient entre ces deux milieu, les emplois et activités directement liés aux populations (service à la personne, éducation ou santé) constitue 40% des emplois en milieu rural, ces activites ne sont pas sensible à la concentration de la population, ils suivent la localisation des populations sur leur territoire.

Les politiques publiques ont permis un accroissement de la place de la nature, une politique est mise en place, cadrée par la science pour normer au mieux les prises de décision. Mais ce sujet a controversé à une répercussion sur la dynamique d'organisation des espaces ruraux. Le besoin se fait sentir d'avoir un découpage autour de la nature afin de recréer une cohérence territoriale. L'agriculture se trouve au centre de la confrontation, avec des activités de production difficile à définir, car elle possède des composantes à part entière et un fonctionnement lié à la nature. Il ne faut pas oublier d'intégrer à cette prise de décision les attentats et usages des autres groupes d'activité et d'emploi présents sur le territoire pour envisager un avenir en groupe juste. Cette prise de conscience arrive très tôt en effet en 2001 se tient en Bretagne une « assise régionale pour le développement pérenne de l'agriculture et de l'agroalimentaire ». Mais alors quelle perspective faut-il envisager pour nos espaces ruraux ? Le territoire connaît des évolutions différentes en résulte des scénarios des plus variés possible, on pourrait œuvrer sur plusieurs fronts et poursuivre le développement résidentiel et contribuer à l'hégémonie de la figure rurale comme cadre de vie au prix de profonde transformation des autres usages, on observe aussi la contre-tendance à la péri-urbanisation avec un besoin d'infiltrer les activités encore plus dans les territoires ruraux, afin de recréer une physionomie d'espace productif perdu par l'agriculture trop longtemps associée à la campagne afin de recréer une dynamique d'attraction.

On peut ouvrir deux scénarios contrastés pour l'avenir des campagnes, afin de trouver avec finesse et justesse comment réguler les tensions et les synergies sur le territoire. Ces deux solutions extrêmes ces utopies seraient

premièrement une segmentation des espaces par spécialisation espace agricole, naturel, de résidence, de plaisance et de les séparés. Le deuxième extrême serait de créer une intégration rurale totale et de favoriser au maximum l'articulation à complémentarité et la contribution réciproque entre les activités et usage mettre en avant la multifonctionnalité, c'est entre ces deux extrêmes que se trouve la solution dans une spécialisation et intégration partielle des territoires.

Le meilleur moyen de faire cela passe par une étude des besoins propre à chaque terrain en questionnant toute les entités liées à cela, en cela la pensée biorégionaliste met en avant cette idée d'étude et d'enquête. C'est pour cela qu'une bonne connaissance de son territoire de projet est primordiale pour réussir une aménagement pertinent et répondant au besoin réel des habitants.

Le meilleur outil pour apprendre à connaître un territoire et ses besoins reste encore l'enquête de terrain. Le philosophe John Dewey, a mené un grand nombre de travaux autour de cette notion¹⁴ d'enquête et de son utilité, vis-à-vis de son importance pour connaître et identifier les besoins d'un territoire de projet. Dewey écrit : "l'homme n'utilisait les résultats de l'expérience passée que pour constituer des coutumes qu'il s'agit de suivre ou d'enfreindre aveuglément. Il prône une philosophie de l'expérience, par l'expérience pour l'expérience."¹⁵

b) Les usages récréatifs et artistiques en milieu rural

Cette force d'attraction de l'espace rural pose la question des usages que l'on peut faire de l'espace en milieu rural. Comment le milieu rural peut-il faire l'objet d'une appropriation sensible, corporelle et imaginaire¹⁶ originale ? C'est à cette question que répondent les artistes en résidence sur les territoires.

La campagne attire les artistes moins comme un lieu de création (différent de la ville, ressourçant, idéalisé) que comme une condition, comme un mode de travail qui affecte durablement les pratiques artistiques jusque dans la définition de leur objet¹⁷. L'actualité artistique récente est particulièrement favorable pour tenter d'apporter quelques réponses à ces questions. Elle a été marquée en 2019 par l'organisation à la Whitechapel Gallery de Londres du cycle de conférences The Rural, qui aboutit à l'exposition Setting the Table: Village Politics par le collectif Myvillages (7 mai-18 août 2019). Le 20 février 2020, le Guggenheim Museum présente à New York l'exposition Countryside: The Future par AMO/Rem Koolhaas⁴. Cet automne 2020, la 39e édition d'Eva International, Biennale d'Irlande.

Ces dernières années, on remarque un intérêt croissant du regard que porte le milieu de l'art contemporain et de ses acteurs sur la ruralité. En effet Camille Azais a rédigé cet article après les confinements dû à la crise du COVID-19 qui a placé la campagne comme sujet d'actualité. De nombreux journaux rédigent des articles et parlent de retour à la terre¹⁸ et constatent une augmentation de ventes immobilière dans les territoires ruraux. Cet intérêt nouveau est fortement lié au besoin de sortir de la généralisation du télétravail et du rejet croissant des grandes villes et notamment de Paris où les manifestations grève et l'augmentation des loyers use le morale des gens. Camille Azais questionne alors ce besoin psychologique de se réfugier quelque part lorsque 'on est privé de liberté. Loin des grands centres urbains on cherche une impression de nature comme le démontre Berque mais aussi un besoin de reprendre le contrôle. Ce besoin d'autonomie vient contrer cet aspect de liberté à laquelle la ville est majoritairement associée. L'installation de ces artistes à la campagne est donc quelque chose à voir comme un renoncement allant vers une forme d'autonomie vitale et artistique, Claude Monet était un précurseur de cette retraite en autonomie avec sa maison de Giverny où il y trouva l'inspiration pour ses tableaux.



Claude Monnet - Le bassin aux nymphéas, harmonie verte - Huile sur toile - 1899

¹⁴John Dewey, Logique (La théorie de l'enquête) - Paris - Puf - 2006

¹⁵Quelles perspectives pour les campagnes françaises ? - Revue de projet - Philippe Perrier-Cornet - 2003

¹⁶J. Corneloup - L'habitabilité récréative périurbaine - 2014

¹⁷La Campagne, le futur : art et ruralité au temps des crises - 2020

¹⁸ Le confinement renforce le désir de campagne des citadins et booste le marché des maisons individuelles - Isabelle Rey-Lefebvre - 2020

